

05 10 21

CONVENTION CADRE **RELATIVE AU FONCTIONNEMENT DU SERVICE** **COMMUN POUR L'EFFICACITE ENERGETIQUE DES** **BÂTIMENTS PUBLICS**

Entre :

La Commune de
représentée par
Maire, dûment autorisé par délibération en date du

Et

La Communauté Urbaine Caen la Mer, représentée par Monsieur Joël BRUNEAU
Président, dûment autorisé par délibération en date du,

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Vu les dispositions de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales

PREAMBULE

Le service commun constitue un outil juridique de mutualisation permettant de regrouper les services et équipements d'un EPCI à fiscalité propre et de ses communes-membres, de mettre en commun et rationaliser les moyens afin de favoriser l'exercice des missions de ces structures contractantes.

La Communauté urbaine et des communes-membres ont souhaité que la création d'un service commun Efficacité énergétique du patrimoine bâti public soit étudiée.

Pour ce faire, en 2020, une réflexion sur les missions à proposer a été menée et complétée par une enquête sur les attentes des communes en la matière.

Plus d'une trentaine de communes s'est montrée intéressée pour intégrer ce service.

Il est ainsi arrêté entre les signataires ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention formalise l'adhésion de la commune au Service commun pour l'Efficacité énergétique des bâtiments publics selon les conditions définies ci-après.

Elle est complétée par une (des) délibération(s) avec engagement de 4 ans précisant tous les éléments nécessaires au calcul de la participation de la commune :

- Nombre de bâtiments dans le patrimoine bâti,
- Nombre de bâtiments à accompagner durant cette période de 4 ans,
- Type de mission choisie
- Choix et nombre d'études optionnelles.

Article 2 : Missions du service

Le service commun pour l'efficacité énergétique des bâtiments publics est un service support des autres services existants dans chaque commune dans les domaines cités ci-dessous exclusivement, les autres demandes étant hors champs d'intervention.

Il assure ainsi les missions suivantes :

Les services proposés

BASE (Patrimoine bâti)	CLASSIQUE (Bâtiment)	TERTIAIRE (Bâtiment)	PPI TERTIAIRE (Stratégie globale)	OPTIONS : études (Bâtiment)
<p>Mise en œuvre d'un logiciel de suivi énergétique.</p> <p>Bilan énergétique annuel du patrimoine.</p> <p>Accès aux marchés d'études.</p> <p>Accès au groupe de travail énergie.</p> <p>Validation dossiers DSIL – CRTE (dans le cadre de la charte signée avec la Préfecture)</p>	<p>Pré-diagnostic de bâtiment.</p> <p>Optimisation des contrats de fourniture d'énergie.</p> <p>Définition d'un programme d'actions.</p> <p>AMO énergie sur projet.</p> <p>Accompagnement pour recherche de financements.</p>	<p>Suivi de l'audit énergétique.</p> <p>AMO énergie sur projet.</p> <p>Accompagnement pour recherche de financements.</p> <p>Bilan et suivi de l'efficacité des travaux (écart avec l'objectif du décret)</p> <p>Renseignement annuel de la plateforme OPERAT *</p>	<p>Identification des bâtiments soumis.</p> <p>Intégration des données dans OPERAT (historique + référence) pour l'ensemble du patrimoine soumis.</p> <p>Etat des lieux du patrimoine soumis.</p> <p>Définition d'une stratégie et d'un Programme Pluriannuel d'investissement.</p>	<p>Audit énergétique.</p> <p>Etude de substitution énergétique.</p> <p>Campagne de mesures (instrumentation de bâtiments).</p> <p>Etude photovoltaïque :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour vente - pour autoconsommation

* Uniquement pour le bâtiment suivi

En revanche sont notamment hors domaine d'intervention, les missions suivantes :

- la maîtrise d'œuvre des projets,
- le dépôt des dossiers de demandes d'aides financières,
- la gestion de la fourniture des justificatifs pour les dossiers d'aides,
- la recherche des factures d'énergie de 2010 à 2021 pour les bâtiments devant respecter le décret tertiaire,
- la saisie des factures dans le logiciel énergie pour ces mêmes bâtiments,
- l'exploitation des installations d'énergies renouvelables et notamment photovoltaïques des communes.

Article 3 : Fonctionnement du service.

Au sein de la communauté Urbaine Caen la mer, le service commun s'appuie sur l'ensemble des agents dédiés à ces missions mais à due proportion du nombre d'Equivalent temps plein financé par les adhérents.

L'ensemble des agents appartenant au service est placé sous l'autorité hiérarchique du président de l'EPCI , autorité investie du pouvoir de nomination.

En fonction de la mission réalisée, les agents sont placés sous l'autorité fonctionnelle du Président de la Communauté ou du Maire.

Article 4 : Agents du service commun.

Les fonctionnaires et agents non titulaires qui exercent des fonctions d'expertise relevant de ce service commun sont de plein droit mis à disposition, à titre individuel, de la Communauté urbaine pour le temps de travail consacré au service commun.

Dans ce cadre :

- L'annexe 1 décrit l'organisation du service,
- L'annexe 2 reprend les fiches d'impact,
- L'annexe 3 mentionne les agents mis à disposition du service commun

Article 5 : Conditions de travail.

Les conditions de travail du service commun ainsi que ses règles de fonctionnement sont celles de la Communauté.

Article 6 : Evaluation.

Un bilan de l'activité du service est réalisé chaque année et permettra le cas échéant de proposer d'éventuelles pistes d'amélioration et d'ajuster les moyens.

Les parties s'engagent à revoir annuellement les conditions de mise en oeuvre et de fonctionnement du service commun, notamment pour tenir compte de l'évolution du service (modifications éventuelles des missions, des carrières des agents, des quotités de travail effectives de mise à disposition des agents vers ou depuis les communes, retrait d'une commune, etc.).

Article 7 : Contribution au fonctionnement du service commun.

La Communauté urbaine en qualité de collectivité de rattachement du service commun, est chargée de s'acquitter de l'intégralité des dépenses afférentes au fonctionnement et à l'investissement du service commun.

La contribution au fonctionnement correspond au budget nécessaire pour exercer les missions précitées avec les agents existants à la CU dont l'emploi est dédié aux missions de ce service.

Il convient d'ajouter des frais d'encadrement et de fonctionnement divers.

Le budget annuel prévisionnel du service commun à supporter par les communes-membres du service commun a été estimé à 200 000 € à sa date de création fin 2021.

Cela donne un coût à la journée (environ 400 €) qui multiplié par le nombre de jours nécessaires pour telle ou telle prestation donne les éléments figurant dans le tableau ci-dessous :

Le coût des services (engagement de 4 ans)

BASE	CLASSIQUE	TERTIAIRE	PPI TERTIAIRE	OPTIONS (études)
Forfaitaire en fonction du patrimoine bâti de la commune	Coût au bâtiment	Coût au bâtiment	Forfaitaire en fonction du patrimoine soumis au décret tertiaire	Coût à l'étude
1 à 25 bâtiments ↓ 1 500€ /an	800€/an par bâtiment	1 000€/an par bâtiment	Entre 1 et 5 bât. ↓ 375€ /an	AMO Audit (Hors coût audit) ↓ 63€ /an par audit
26 à 50 bâtiments ↓ 3 000€ /an			Entre 6 et 10 bât. ↓ 700€ /an	AMO substitution (Hors coût étude) ↓ 63€ /an par étude
51 à 100 bâtiments ↓ 4 500€ /an			Entre 11 et 25 bât. ↓ 1 150€ /an	Campagne de mesures ↓ 63€ /an par bâtiment
> 100 bâtiments ↓ 6 500€ /an			Plus de 25 bât. ↓ 3 000€ /an	Etude Photov. pour vente ↓ 175€ /an par étude
			1 000€/an par bâtiment	Etude Photov. pour autocons. ↓ 500€ /an par étude

La signature de la convention entraîne automatiquement la souscription à la mission de base, les missions classiques, tertiaires et PPI tertiaire ne pouvant être proposées que si la mission de base a été réalisée.

L'ensemble des coûts est actualisé chaque année au taux de 1.1 % tenant compte de l'évolution du coût du personnel (Glissement vieillesse technicité) et des charges de fonctionnement.

Chaque année, la participation annuelle est portée à la connaissance des communes par la Communauté Urbaine avant émission du titre de recettes.

Article 8 : Mise en œuvre et durée de la convention

Le service commun, objet de la présente convention, est constitué à titre permanent.

La convention d'adhésion prend effet à compter de la date de sa signature.

La convention pourra être modifiée par avenant, d'un commun accord entre les deux partenaires.

La commune ne peut se retirer du service commun qu'aux échéances des engagements de 4 ans mentionnés ci-dessus.

Fait à Caen, en 2 exemplaires le :

Pour la Communauté urbaine,
Commune,

Le Président

Joël BRUNEAU

Pour la

Le Maire